

vant, Lord Aberdeen informa qu'il en avait été absous, mais vu que *son utilité avait cessé*, il allait lui être nommé un successeur au gouvernement de la province.

Ce successeur fut Lord Gosford qui fut en même temps nommé commissaire extraordinaire pour s'enquérir de l'état de la province et des plaintes de ses habitants. Les deux autres commissaires furent Sir Charles Grey et Sir George Gipps; M. Elliot était le secrétaire de la commission. Il était le plus jeune des fils du très honorable Hugh Elliot et neveu du premier lord Minto.

C'était un homme d'un esprit élevé et profond observateur, et doué de sentiments généreux. Les lettres qu'il écrivait à M. Taylor font preuve d'une grande perspicacité et d'une connaissance considérable des hommes et des choses. Il était très répandu dans la société de Québec où plusieurs personnes se le rappellent encore avec plaisir. Sa femme, personne fort distinguée et douée de qualités aimables y a laissé un excellent souvenir.

Ne voulant pas différer davantage le plaisir que la lecture de ces lettres, remplies d'observations originales, d'aperçus qu'on ne trouve nulle part ailleurs, — bien que nous n'admettions pas certains avancés dont nous nous proposons de faire voir l'incorrection plus tard, — devra causer à nos abonnés, nous en donnons la traduction sans autre préambule.

M. J. FRED. ELLIOT A M. HENRY TAYLOR,
LONDRES.

Québec, 24 octobre 1835.

MON CHER TAYLOR. — Jusqu'ici je n'ai pas laissé entrer la politique dans les lettres que je vous ai écrites. Cependant, j'aimerais à lever un coin du rideau pour vous faire voir le rôle que nous jouons ici, et aujourd'hui que l'Assemblée est à la veille de se réunir, je me propose de vous donner de mon mieux la physionomie de cette communauté. Suis-je dans le vrai? je le pense, car ce n'est pas à une seule et unique source que j'ai puisé; ce n'est pas le résultat de données ramassées à la hâte, mais bien le résultat de renseignements recherchés avec soin et recueillis avec fidélité.

On s'est habitué en Angleterre à ne voir que deux partis en Canada, le parti anglais et le parti français, tandis qu'en réalité il y en a trois, c'est-à-dire le parti OFFICIEL qu'il faut mettre à la tête des deux autres, sans compter certaines classes françaises influentes qui se détachent entièrement du parti français proprement dit.

Le parti Officiel — ou le parti bureaucratique, comme on l'appelle en français, se compose de quelques vieillards qui occupent les plus hauts emplois. Ils semblent être avides de privilèges; prompts à ressentir toute intervention, ils prennent ombrage dès que vous leur demandez quelques renseignements sur les allégations populaires. La plupart sont loin d'être brillants, et ceux chez qui l'intelligence est bien développée, passent pour être intéressés. Il importe peu de savoir ce qu'ils sont, quelle qu'ait été l'influence dont ils ont pu jouir autrefois grâce à la faiblesse de certains gouverneurs, ils se trouvent aujourd'hui sans aucun des vrais éléments du pouvoir, n'ayant aucunes relations en Angleterre, ni poids dans la province.

J'éprouve du plaisir à constater un peu durement ces choses, parce qu'un jour — c'était à bord d'un vaisseau — des gens qui aiment trop souvent à soulever des objections, me cassèrent les oreilles du *danger* qu'il y avait à redouter de ces hommes. "Ils écriraient à leurs amis d'Angleterre, ils leur donneraient leur propre version des faits qui se passent, et ils soulèveraient une clameur contre la commission si on les vexait." Quand même leurs amis se compteraient par légions, j'espère qu'aucune mission de la nature de la nôtre n'hésiterait un instant devant la déclaration et l'exposé des abus qu'elle découvrirait parmi ces hommes; mais la vérité est que, s'il y a un corps au monde qui puisse être sans crainte examiné et manié selon ses mérites — et que peut-on désirer au-delà? — c'est bien le parti officiel en Canada. Il n'est pas facile de dire de laquelle des deux grandes divisions du peuple dans cette province même, il est le plus cordialement détesté.

Bien différent de ce faible corps est le vrai "parti anglais." Il se compose de presque tous les négociants auxquels s'adjoignent de riches propriétaires fonciers, et quelques-uns des plus jeunes et des plus intelligents parmi les officiers civils. On trouve dans ce parti des gens de haute intelligence, de grandes richesses et d'un crédit plus grand encore; il possède en outre cette confiance mutuelle, cette précision et cette unité de propos dont nos compatriotes — je le dis à leur honneur — plus que tout autre peuple au monde, savent entourer et envelopper les associations politiques. Ce corps imposant a de plus pour le moment le grand avantage de la modération dans les paroles, modération qui contraste si évidemment avec la violence de ses adversaires, et qui lui attire le bon vouloir sinon le soutien déclaré de cette partie nombreuse de la société qui préfère à tout la sécurité d'une existence paisible. Et pourtant, je n'aime pas le parti anglais; son ambition ne le cède en rien à celle du parti français, et à mon avis, il est bien moins scrupuleux sur les moyens de la satisfaire. Toutes les fois que l'un des deux partis aujourd'hui parle de sécession ou de séparation, je prends cela de suite pour une vantardise, ou une ruse pour diriger le cours du gouvernement, mais, soyez-en sûr, si jamais ces effervescences dans le Bas-Canada allaient jusqu'au point de mettre en péril la connexion avec la mère-patrie, ce seraient les Anglais qui, les premiers, en rompraient le lien. Des deux partis ce sont eux qui sont le plus enclins et le mieux disposés à sympathiser avec les principes républicains, et, devrais-je le dire, les plus capables de manier les institutions républicaines. Ce sont les plus rancuniers, parce qu'ils se souviennent du pouvoir qu'ils ont perdu, et détestent leurs rivaux qu'ils regardent comme une espèce d'usurpateurs. Finalement, si jamais s'offrait à eux l'occasion de se joindre dans une cause commune avec leurs compatriotes les colons anglais de la province supérieure, c'est parce qu'ils verront dans cette fusion avec de tels alliés pour la répudiation du contrôle du gouvernement anglais en Europe, les moyens les plus sûrs d'écraser l'influence de la race française en Amérique. Si jamais l'on remet sur le tapis le projet de l'union des Canadas, il sera bon pour nous que le rôle de l'Angleterre ne soit pas tout à fait oublié dans le projet. Le "parti français," si vous n'appliquez ce nom qu'à ceux qui ont des idées, des projets et des sentiments à eux propres, semble à peu près identique à la majorité de la

Chambre d'Assemblée, ou plutôt à cette minime partie des membres qui savent ce qu'ils veulent en fait de politique. D'après ce qu'on nous a toujours dit, l'Assemblée se recrute principalement parmi les avocats, les médecins et les cultivateurs, ces derniers parfaitement ignorants en politique et n'y prenant aucun intérêt, mais tenant fort à leurs sièges pour le simple motif, dit-on, de l'argent qu'ils leur rapportent. Cette solde journalière de deux piastres leur permet de faire de notables économies durant une longue session, d'autant plus qu'en général leurs femmes sont d'excellentes ménagères sous les soins desquelles leurs terres n'ont rien à souffrir pendant leur absence. Il est vrai, comme vous l'avez sans doute entendu dire, que deux ou trois des députés sont incapables d'écrire leurs noms, et l'on raconte que d'autres qui ont eu la courageuse patience d'apprendre à tracer les caractères qui composent leur signature, bornent là leurs connaissances en fait de lecture et d'écriture. Sans entrer dans des détails trop minutieux, je puis vous dire une fois pour toutes, que la masse des membres se distingue par son inertie, et que les quelques membres qui ont de l'activité et de l'intelligence, sont absolument sous le contrôle de Papineau dont ils ont une grande peur.

C'est peut-être le trait le plus remarquable dans l'aspect des affaires ici que des hommes qui, grâce à la confiance illimitée et au bon vouloir de leurs constituants, possèdent des pouvoirs si étendus, ne se querellent pas entre eux pour le partage de leur part d'influence, mais se remettent volontiers et tout entiers entre les mains et sous le contrôle d'un seul individu. Le Bas-Canada se divise en quatre districts, dont un, le district de Québec, renferme presque un tiers de la population totale, et envoie à la législature un quart de tous les députés. C'est un fait notoire que *trois hommes* sont les arbitres reconnus sans conteste de la conduite publique de ce grand district; ils l'ont apposer autant de signatures qu'ils le veulent à toute pétition dont ils se chargent, et le candidat de leur choix devient celui des constituants. D'autres régions ont également leurs centurions et leurs capitaines de dix mille. N'est-il pas à peine croyable que des gens qui jouissent d'une telle influence ne se soient pas non seulement opposés à M. Papineau, ce qui pourrait à la rigueur s'expliquer par une communauté de sentiments, mais qu'ils n'aient pas même songé qu'il leur fût possible d'entraver ses projets? En petit comité, dans l'intimité, ils exprimeront la crainte que leur inspirent certaines mesures qu'il propose tout comme s'il était, dans sa personne, toute la Chambre d'Assemblée.

Je me suis donné beaucoup de mal pour tâcher de trouver la solution de cette énigme. Les chefs (*leaders*) de Québec, d'après ce que l'on m'apprend, n'agissent qu'avec prudence, parce que, suivant leur manière de raisonner, tant qu'ils seront numériquement inférieurs aux membres de Montréal qui subissent plus immédiatement l'influence de Papineau, ils ne seraient pas justifiables de causer une perturbation dans l'assemblée en soulevant d'autres différences d'opinion que celles qui sont fondamentales. D'autres caressent la décevante idée que Papineau est leur *instrument*, Dieu leur conserve l'esprit! que cet homme étant le plus hardi et le plus osé parmi eux, ils le placent au front de la bataille, mais de leur plein gré, quittes à le mettre à l'écart quand cela leur conviendra. Ces idées peuvent chatouiller agréablement